

Paris, le 17 décembre 2020

Communiqué de presse

Covid-19 | Étude de l'Institut Pasteur sur les comportements et lieux à risque Les organisations professionnelles de l'hôtellerie-restauration continuent de dénoncer l'absence de preuves scientifiques justifiant la fermeture des restaurants et des bars

L'étude publiée ce jour par l'Institut Pasteur était supposée justifier pour le gouvernement la fermeture administrative des bars et restaurants en raison d'un sur-risque de contamination à la covid-19 en cas de fréquentation de ces établissements.

Les 4 organisations professionnelles représentatives du secteur des hôtels, cafés, restaurants, le GNC, le GNI, l'UMIH et le SNRTC dénoncent en effet une étude sans fondement et son interprétation scandaleuse.

Comme pour exaucer ses vœux, cette étude tente de confirmer la politique du gouvernement puisque l'on peut y lire que « les réunions privées (famille et amis) constituent la part la plus importante d'infections », que « les transports en commun n'ont pas présenté de sur-risque » et « enfin, la fréquentation des bars et restaurants a été associée à un sur-risque comme déjà observé ailleurs ».

Sauf que pour ces 4 organisations professionnelles, cette étude vient dire ce que l'on veut lui faire dire, au moyen s'il le faut de déclarations purement scandaleuses et diffamatoires.

D'abord, force est de rappeler que cette étude a été réalisée sur la base d'une population d'enquête dont les rédacteurs eux-mêmes reconnaissent qu'elle « ne peut pas être considérée comme représentative ». C'est pourtant la base de toute étude se voulant sérieuse.

Ensuite parce que la méthode employée n'a rien de scientifique. Les rédacteurs se sont contentés de recueillir les déclarations de personnes qui dans 2 cas sur 3 ignorent encore la personne source de leur contamination et livrent leurs simples suspicions. Une méthode assurément pas fiable.

Enfin, force est de constater que cette étude concerne des cas de contaminations survenus « vraisemblablement » (sic selon l'étude) pendant une période de couvre-feu (du 17 au 30 octobre 2020) et un confinement partiel (depuis le 30 octobre 2020) pendant lesquels les établissements étaient soit fermés (pour les cafés, les bars et les discothèques) soit astreints à une activité très réduite souvent aux seuls déjeuners (pour les restaurants).

Et c'est là que les résultats obtenus compliquent la tâche du gouvernement. Et pour cause puisqu'ils montrent que le risque de contamination augmente davantage pendant le confinement que pendant le couvre-feu !

En résumé, il y a plus de contaminations observées quand les bars et les restaurants sont fermés. Mais, plutôt que d'en conclure à tout le moins que la part réelle des restaurants et des bars dans la transmission du virus reste difficile à déterminer, l'éminent Professeur Fontanet, principal auteur de l'étude n'hésite pas : « cela laisse entendre qu'il y a eu des bars et restaurants ouverts de façon clandestine pendant le confinement » !

C'est purement et simplement scandaleux, diffamatoire pour les professionnels de la restauration.

À l'évidence le professeur s'est pris les pieds dans le tapis. À vouloir tout prouver, son étude ne démontre rien. Mais pas question pour lui de conclure comme ses homologues de l'Institut néerlandais de la santé publique et de l'environnement (RIVM), que l'ouverture des restaurants réduit plutôt que n'augmente le nombre de contaminations au covid-19.

Finalement, tout ça pour rien. Les bars, les restaurants restent fermés sans aucune justification scientifique.

Contacts presse

UMIH Ophélie ROTA 06.82.82.95.82 /Charlotte Le Moniet 07.87.02.69.66

GNI Franck Trouet 06.73.86.66.65